



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

terrorisme

Question au Gouvernement n° 3645

Texte de la question

MENACE TERRORISTE

M. le président. La parole est à M. Philippe Cochet, pour le groupe Les Républicains.

M. Philippe Cochet. La réponse qui vient d'être donnée est absolument atterrante.

Monsieur le Premier ministre, nous sommes en guerre et cette situation d'exception nécessite une information précise de nos compatriotes comme de la représentation nationale sur la réalité des attentats à venir en France.

À la fin de l'année dernière, vous évoquiez des risques d'attaques chimiques et bactériologiques. Samedi, vous évoquiez à Munich un danger « d'hyperterrorisme » sur notre sol national. Vous constatez également que des milliers de jeunes Français sont en cours de radicalisation. Il y a non seulement un ennemi extérieur, mais aussi un ennemi intérieur. Parmi les centaines de milliers de migrants qui entrent en Europe, il y a des terroristes. En un mot, le danger entre partout à flux continu.

Vous comprendrez dans ce contexte que le remaniement du Gouvernement et les quelques calculs politiques de fin de mandature – dont nous venons d'avoir l'expression – sont en total décalage avec la gravité de la situation. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe Les Républicains.)*

Monsieur le Premier ministre, quelle est la réalité des informations que vous détenez concernant la sécurité des Français ? Nos services de renseignement sont-ils réellement débordés compte tenu du nombre de terroristes de l'intérieur et de l'extérieur ? Quelles mesures préventives de masse allez-vous mettre en œuvre pour protéger nos compatriotes ?

Nous savons tous que la question n'est pas de savoir s'il va y avoir des attentats, mais quand. Ce sont la République et notre mode de vie qui sont attaqués. La population française saura tenir face à ces agressions. Elle doit avoir des responsables politiques à la hauteur. Alors, monsieur le Premier ministre, quelle est la vérité sur la situation ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Bernard Cazeneuve, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, la situation de la France et de l'ensemble de l'Union européenne face à la menace terroriste a souvent été décrite par le Premier ministre et par le Président de la République. Je veux vous confirmer que le niveau de menace est plus élevé qu'il ne l'a jamais été.

Je voudrais donner quelques éléments très précis, puisque vous vous interrogez sur la capacité de nos services à faire face. Depuis le début de l'année 2016, ce sont cinquante individus impliqués dans des activités terroristes

qui ont été arrêtés sur le territoire national, grâce au travail de la direction générale de la sécurité intérieure – la DGSJ – et de la sous-direction antiterroriste – la SDAT –, sous l'autorité du procureur antiterroriste. Parmi ceux-ci, plus de la moitié ont été incarcérés ou placés sous contrôle judiciaire.

Nous avons, dans le cadre de l'état d'urgence, procédé à la saisie de plus de cinq cents armes, dont quarante-deux armes de guerre, à l'issue de perquisitions administratives.

Nous avons par ailleurs multiplié les initiatives au sein de l'Union européenne, parce que nous considérons que ce qui constitue notre devoir – l'accueil des réfugiés, pour des raisons qui tiennent au contexte évoqué à l'instant par le ministre des affaires étrangères – doit aller de pair avec un haut niveau de sécurité.

Quel est notre agenda au plan européen ? Mettre en œuvre les décisions sur le contrôle des frontières aux frontières extérieures de l'espace Schengen ; mettre en application la modification de l'article 7-2 du code frontières Schengen décidée par le Conseil européen au mois de décembre ; créer les *hot spots* en Grèce et en Italie – nous avons lancé hier une mission pour accompagner la Grèce dans cette opération ; mettre en place une véritable équipe européenne de lutte contre les faux documents, parce que Daech a récupéré, en Irak, en Syrie et en Libye, des passeports vierges qui sont utilisés pour aider des terroristes à s'infiltrer sur le territoire européen.

Tout cela doit permettre de protéger les Français dans un contexte où nous augmentons considérablement les moyens des services de police et de renseignement. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

Données clés

Auteur : [M. Philippe Cochet](#)

Circonscription : Rhône (5^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3645

Rubrique : Ordre public

Ministère interrogé : Intérieur

Ministère attributaire : Intérieur

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 février 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [17 février 2016](#)